

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Comment-l-Argentine-peut-depasser-l-echec-total-de-la-privatisation-de-l-eau-avec-le-groupe-Suez>

# **Comment l'Argentine peut dépasser l'échec total de la privatisation de l'eau avec le groupe Suez.**

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -  
Date de mise en ligne : dimanche 11 septembre 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

## Comment l'Argentine peut dépasser l'échec total de la privatisation de l'eau avec le groupe Suez.

Le contrat avec Aguas Argentinas -filiale du groupe Suez- permet à l'entreprise de couper le service à ceux qui payent en retard leur facture. Actuellement, il y a 30.000 familles sans eau pour cette raison. Une des priorités du nouveau modèle de concession, au-delà de comment résoudre la crise avec Suez, est de garantir l'accès universel à l'eau. C'est ce que réclament les spécialistes en matière de services publics et les associations de défense des utilisateurs.

L'eau ne peut pas être considérée comme une marchandise, mais doit être valorisée comme un droit humain, soulignent-ils . Au Gouvernement, on veut saisir l'occasion et relever le défi de concevoir un schéma de fonctionnement pour les concessions d'eau et des égouts qui répare les graves manquements de la dernière décennie.

Du contrat initial signé par le ménémisme avec Aguas Argentinas en 1993, il ne reste pratiquement plus rien. Une fois établis les engagements que devait assumer le concessionnaire, une séguidilla interminable de renégociations l'ont libéré de la majorité d'entre eux et lui a permis de faire ce qu'il voulait : une affaire juteuse.

Entre 1993 et 2001, l'entreprise a obtenu une rentabilité moyenne de 15.4% sur son capital.

Durant les premiers mois de gestion de l'actuel gouvernement, un changement structurel du cadre de la concession a été sérieusement analysé. Aguas Argentinas cesserait d'être le seul concessionnaire pour s'occuper de 12 millions d'utilisateurs de la Capital Fédérale et de sa banlieue.

Le nouveau schéma envisageait l'ouverture de l'affaire à d'autres prestataires de service, y compris coopératives et mutualistes. L'État tenant à nouveau un rôle prépondérant dans le développement des réseaux, assumant la partie concernant l'expansion du réseau et de gestion des investissements.

Les opérateurs se chargeraient de fournir le service et de le facturer aux utilisateurs, mais la collecte serait dirigée vers l'État, qui paierait une redevance au concessionnaire pour sa prestation. Aguas Argentinas recevrait 7% de la facturation totale.

Au sein de l'équipe du ministre de Planification, Julio de Vido, on a commencé hier à remettre à flot ce schéma, qui en son temps avait été négligé compte tenu de la pression du gouvernement français, de la Banque Mondiale et du FMI en faveur de Suez. Robert Lavagna avait recommandé à Néstor Kircher - de baisser d'un ton la confrontation parce qu'il avait besoin de l'appui de la France au sein du FMI pour obtenir un accord avec l'organisme, ce qui n'est jamais arrivé.

Quand on a privatisé l'eau, la Banque Mondiale -elle-même partenaire de Suez- a recommandé de ne pas confier l'ensemble du service à une seule entreprise. Il devait y avoir au moins un partage horizontal, comme en téléphonie, où on a eu Telefonica (Espagnole) et Telecom (française). De cette manière il aurait été possible d'établir des comparaisons de performance. "Le modèle d'un concessionnaire privé unique a été un échec total", a résumé le défenseur du Peuple de la Nation, Eduardo Mondino.

A son avis, il faut étudier un partage non seulement horizontal, avec deux opérateurs ou plus, mais aussi vertical, avec différentes compagnies assurant différentes fonctions. "Il pourrait y avoir un opérateur « en gros », un autre qui traite et rend potable l'eau, deux distributeurs et une autre entreprise qui se charge du traitement des égouts", a-t-il expliqué.

## **Comment l'Argentine peut dépasser l'échec total de la privatisation de l'eau avec le groupe Suez.**

L'État aurait de plus grandes possibilités de contrôle qu'actuellement. L'éventuelle sortie de Suez, oblige aussi à résoudre de graves problèmes : comme il n'a pas tenu ses engagements d'investissements, on est face à une situation catastrophique dans les nappes phréatiques, avec des réseaux de drainages cloacaux très détériorés.

[Página 12](#). Buenos Aires, 10 septembre 2005.

**Traduction pour El Correo** : Estelle et Carlos Debiasi